

**Madeleine Pelletier**  
**aux congrès socialistes (1906-1910)**  
**le difficile combat**  
**pour la reconnaissance politique des femmes**

par Sylvie Leprince, membre du CREAL76



- "Citoyen Jaurès, voici des Électeurs !"

17 juin 1907 au siège de *L'Humanité* :  
Madeleine Pelletier et une délégation de féministes face à Jean Jaurès.

Journal humoristique *Le Rictus*.

« Le féminisme ne doit pas être un sentiment, mais une *idée de la raison.* »

*Madeleine Pelletier, lettre à Arria Ly du 27 juin 1908*



Les éditions Gallimard ont publié récemment, sous le titre de *Mémoires d'une féministe intégrale*, trois textes inédits, à caractère autobiographique, de **Madeleine Pelletier** :

- *Mémoires d'une féministe* (vers 1919),
- *Journal de guerre* (écrit entre 1914 et 1918),
- *Anne, dite Madeleine Pelletier* (propos dictés à Hélène Brion le 23 décembre 1939, quelques jours avant sa mort<sup>1</sup>).

La féministe Madeleine Pelletier, dont toute la vie se déroule sous la III<sup>e</sup> République (née à Paris en 1874, elle meurt à Épinay-sur-Orge en 1939), ne fut redécouverte que dans les années 1970.

Liant constamment la réflexion à l'action, son inflexible souci de rationalité et de cohérence la fait échapper aux cadres normatifs de son époque. Elle parvient à devenir médecin, malgré le double handicap que constituaient à ce moment-là ses origines sociales tout autant que son sexe. Elle ne réussit pas à exercer dans le domaine de la psychiatrie, comme elle l'aurait souhaité, mais ses écrits se trouveront enrichis de ses recherches en anthropologie et de son intérêt pour la psychologie sociale.

C'est pourquoi l'étude de son entrée en politique est particulièrement instructive, pas seulement au regard de ce qu'elle a dit ou fait, mais des réactions que son positionnement a engendrées, réactions dont elle fait une fine analyse. De quoi éclairer l'antagonisme, destiné à perdurer, entre combat féministe et mouvement ouvrier...

<sup>1</sup> Pour les références de l'ouvrage, voir les sources en fin d'article



## Le congrès de Limoges et sa résolution féministe (novembre 1906)

Madeleine Pelletier a 31 ans quand elle adhère à la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), au début de l'année 1906. La SFIO, fondée en avril 1905, est le premier grand parti qui réussit à fédérer les multiples formations dont se compose alors le socialisme français. Ses deux leaders reconnus sont Jules Guesde, qui représente la tendance marxiste orthodoxe et impose à la nouvelle formation le refus de tout compromis avec le Parti radical au pouvoir, et Jean Jaurès, qui reconnaît, au moins verbalement, comme les guesdistes, la nécessité d'une révolution sociale mais souhaiterait maintenir le débat avec les autres courants de la gauche républicaine.

Quand elle entre en politique, Madeleine Pelletier n'a pas des idées bien arrêtées sur le socialisme : « Ce que je sais, se souvient-elle dans ses *Mémoires*, c'est que je suis pour la justice sociale, et je pencherais plutôt pour la doctrine de Robespierre, un radicalisme poussé jusqu'aux limites [...]. »

Depuis son enfance, elle sait ce qu'est la misère et se définira quelques années plus tard comme « une fille pauvre, vivant modestement de la profession médicale et arrivée jusqu'au diplôme de docteur contre vents et marées ». Dans la section où elle entre, la 14<sup>e</sup> de la Seine, s'affrontent jaressistes et guesdistes. C'est le camp des seconds qu'elle choisit : « Les guesdistes me semblent plus véritablement socialistes ; les jaressistes ne sont guère que des républicains avancés. » Mais elle s'est sentie féministe bien avant de devenir socialiste, dès qu'elle a été en âge de comprendre, précise-t-elle. Depuis l'adolescence, elle a fréquenté des groupes de femmes revendiquant leur émancipation et, en cette même année 1906, elle prend la tête d'un de ces groupes, La Solidarité des femmes, à la demande de la présidente en exercice, Caroline Kauffmann, son aînée de 22 ans. L'idée de Pelletier est avant tout de trouver dans le parti un appui pour le combat féministe, notamment pour le droit de vote des femmes, qu'elle considère comme la pierre angulaire de ce combat.

Une occasion se présente avec le congrès annuel de la SFIO qui doit se tenir à Limoges au début du mois de novembre 1906 et où elle a été désignée comme déléguée. Le terrain semble propice car, quelques mois auparavant, le 1<sup>er</sup> juin, le Parlement



Les « deux méthodes » : en novembre 1900, à Lille, Jaurès et Guesde exposent tour à tour leur conception du socialisme.

Caricature d'Henry Somm

finlandais a adopté le suffrage universel, y compris féminin, pour les élections législatives. Comme tous les autres citoyens de ce pays, les femmes sont désormais électrices et éligibles à partir de l'âge de 24 ans. En second lieu, la revendication d'égalité des droits entre hommes et femmes devrait aller de soi pour un parti affilié à l'Internationale socialiste, qui rejette dans ses principes toute discrimination de sexe<sup>2</sup>. Cependant, Madeleine Pelletier souhaite autre chose que des affirmations platoniques, elle veut des actes. Voici la motion qu'elle entreprend de soumettre au vote des congressistes :

« Considérant que, déjà en 1891, le Conseil international de Bruxelles invitait les socialistes de tous les pays à affirmer énergiquement, dans leur programme, l'égalité complète des deux sexes et à abroger les lois qui mettent la femme en dehors du droit commun et public ;

Considérant que, depuis, le Parti socialiste s'est toujours, dans la question des sexes, prononcé dans ce sens ;

Le Congrès national déclare légitime et urgente l'extension du suffrage universel aux femmes et charge les élus du parti de présenter dans ce sens, autant que possible cette année, un projet de loi à la Chambre. »

<sup>2</sup> L'Internationale socialiste, succédant à l'Association internationale des travailleurs (1864-1876), a été fondée en juillet 1889 à l'initiative du parti social-démocrate allemand et notamment de Friedrich Engels. Elle prit par la suite le nom de "Deuxième Internationale".

Elle sait cependant que le combat sera rude : comme elle l'a déjà expérimenté dans ses relations avec les militants, le parti - masculin à une écrasante majorité - « n'est rien moins que féministe ». L'assemblée devant laquelle elle doit s'exprimer comprend neuf déléguées femmes pour plus de deux cents hommes.

« Lorsqu'on me donne la parole, raconte-t-elle, les trois quarts des assistants quittent la salle afin de montrer le mépris qu'ils ont à la fois pour le sujet traité et pour ma chétive personne. »

Son discours marque, d'entrée de jeu, qu'elle ne se fait guère d'illusions sur les sentiments des « camarades ». Parmi les réactions négatives auxquelles elle s'est heurtée dans sa courte expérience militante, il y a d'abord, de façon minoritaire, les arguments ouvertement anti-féministes : les femmes ne sont pas intellectuellement aptes à faire de la politique, les lois de la nature les destinent à d'autres activités.

A ceux-là, Pelletier répond : « C'est la nature qui donne à la femme les charges de la reproduction humaine, mais est-ce la nature qui a décrété qu'elle ferait la soupe et raccommoderait les chaussettes, qu'elle n'aurait d'autre horizon que la cuisine et la chambre à coucher ? »

Autre objection, d'un poids plus important : le vote des femmes, fortement influencées par la religion, ouvrirait la voie à un péril réactionnaire ; il conviendrait donc d'attendre que leur éducation soit faite. Mais, proteste Pelletier, comment veut-on que les femmes fassent leur éducation politique si elles sont maintenues hors du politique ?

Elles ne commenceront à s'intéresser au socialisme, à entrer dans les syndicats que quand elles détendront le droit de suffrage.

La réplique à son discours de l'universitaire et libre penseur Louis Lopicque, délégué des Vosges, est symptomatique : la Fédération des Vosges, dit-il, « estime que le principe doit toujours être formulé, mais que la réforme n'est pas prête » ; elle votera donc contre la résolution. Il ajoute que sa fédération « n'aime pas que l'on présente une proposition de loi avec l'espoir secret de la voir repoussée ». Autrement dit : s'il y a des militants socialistes pour soutenir la motion, c'est parce qu'ils ne croient pas que le suffrage féminin sera adopté par le Parlement.

Trois délégués vont cependant prendre la parole pour appuyer l'argumentation de Pelletier. Gustave Delory, délégué du Nord, militant ouvrier de longue date et maire de Lille, fait remarquer qu'on n'a pas attendu que les hommes aient mérité le droit de suffrage pour le leur donner<sup>3</sup>. Paul Grados, journaliste et dessinateur, qui représente l'Aube, rappelle la doctrine de l'Internationale socialiste : il n'y a pas de distinction sociale ou politique à faire entre les deux sexes et l'on ne saurait émanciper un sexe sans l'autre ni aux dépens de l'autre. Le docteur Paul Boyer, pour la Bretagne, signale que, même dans sa région, bastion du cléricisme, le suffrage féminin ne constituerait pas un danger. En effet, la femme votera « en vue de libérer et protéger sa grossesse » et choisira le socialisme. Argument bien intentionné mais pas précisément féministe... La résolution est finalement votée à l'unanimité moins six voix. Un congressiste, confirmant la remarque de Lopicque, glisse à l'oreille de l'oratrice :

« Vous savez, on vote votre motion parce que le vote des femmes n'a aucune chance d'aboutir ; s'il en avait, vous verriez les oppositions ! »

<sup>3</sup> Le suffrage universel masculin s'applique en France depuis mars 1848.

## De Limoges à Nancy : des paroles, oui, mais des actes ?

Il s'agit maintenant pour le Parti socialiste de créer une commission pour préparer le projet de loi (qui, d'après la résolution, devrait être présenté avant la fin de l'année). Afin d'accélérer les choses, Madeleine Pelletier, assistée de Caroline Kauffmann et des militantes de La Solidarité des femmes, organise une rencontre à la Chambre des députés avec le groupe parlementaire socialiste, le 21 décembre 1906. Dans les mêmes lieux, Pelletier et Kauffmann ont déjà fait un coup d'éclat, le 3 juin précédent, en jetant des papillons revendicatifs dans l'hémicycle. Ce qui se passe le 21 décembre nous est connu par un article signé « Docteur Madeleine Pelletier », publié dans *L'Humanité* du lendemain. Cent cinquante femmes se sont regroupées devant le palais Bourbon, « ouvrières, jeunes étudiantes en droit et en médecine, commerçantes et aussi des femmes âgées, vétérans du féminisme ». Les forces de l'ordre sont là, ainsi que des journalistes. L'un de ces derniers, encore imberbe, lance d'un ton goguenard :

« Drôle d'idée, mesdames, de tenir autant à voter, moi j'en ai le droit, eh bien, je ne vote jamais. »

Kauffmann rétorque froidement :

« Vous ne votez pas, c'est fort possible, mon jeune ami, mais vous n'en jouissez pas moins de tous les avantages des électeurs. »

L'attente est longue et le froid mordant. Quand on se décide à les faire entrer, elles ne sont plus qu'une soixantaine. On les introduit auprès des élus socialistes, qui les reçoivent très aimablement. Jean Jaurès « assure la délégation que le nécessaire sera fait et dans un avenir très rapproché ». Le péril clérical, souligne-t-il, « si souvent invoqué contre la réforme, est illusoire, et l'indifférence qui accueille à l'heure présente la défaite irrémédiable de l'Église en est une preuve éclatante », rappelant par là le calme relatif dans lequel la récente Loi de séparation des Églises et de l'État a pu être mise en œuvre.

« Le féminisme n'est plus isolé, conclut Pelletier, il a un appui dans le Parti socialiste. »

Un peu vite dit : au bout de quelques mois, toujours pas de projet de loi. Le 17 juin 1907,



Gustave Hervé (1871-1944), qui représente avant la guerre l'extrême gauche de la SFIO.

Pelletier et Kauffmann, profitant de la présence à Paris de suffragettes anglaises et de féministes de différents pays, organisent une manifestation dans la ville et se rendent en délégation jusqu'au siège de *L'Humanité*, où elles sont reçues par Jaurès, son directeur. Elles font une nouvelle fois état de leurs revendications :

« Nous voulons obtenir le droit de voter. Les féministes de toutes les nations européennes comprennent qu'elles n'obtiendront rien tant qu'elles ne seront pas électeurs. » Peine perdue ! En juillet, la commission qui doit rédiger le projet, péniblement constituée, ne s'est toujours pas réunie. Madeleine Pelletier quitte alors les guesdistes pour la tendance de Gustave Hervé, ancien professeur révoqué pour ses idées politiques et devenu le porte-parole de l'extrême gauche du parti. Il s'est notamment fait connaître pour ses idées antimilitaristes, qui lui ont valu un séjour en prison. « Une nouvelle tendance, l'hervéisme, naissait alors et elle s'annonçait batailleuse, pleine de cet entrain qui semblait abandonner les guesdistes », explique-t-elle dans un numéro de *La Suffragiste*<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> « Guesdisme ou hervéisme ? », juin 1910. *La Suffragiste* est une revue féministe mensuelle fondée par Pelletier en décembre 1907.

Au congrès suivant, qui se tient à Nancy du 11 au 14 août 1907, Pelletier présente à nouveau la résolution votée à Limoges. Elle a déjà en perspective le congrès international socialiste qui doit avoir lieu à Stuttgart peu de jours après, du 16 au 24 août, et où la question du vote des femmes doit être débattue. Elle reprend les arguments qu'elle a développés à Limoges mais en ajoute aussi quelques autres. Il y a notamment cette question qui se révèle épineuse : comment situer le combat féministe par rapport à la lutte des classes ? À Nancy, elle expose la théorie suivante :

« Couramment, nous entendons encore dire que faire valoir les revendications des femmes est contraire au socialisme, parce que les femmes étant des prolétaires exploitées au même titre que les hommes, elles n'ont rien de mieux à faire qu'à entrer dans le Parti socialiste, à demander la socialisation des moyens de production, et à travailler à l'anéantissement de la société capitaliste.

Je crois qu'en dehors de ce rôle, qui est un rôle de classe, les femmes ont un rôle spécial, et c'est un rôle d'affranchissement de leur sexe. »

Elle précise aussi dans son intervention pourquoi le suffrage féminin lui paraît une revendication fondamentale. La critique du système parlementaire est en effet très présente dans les rangs des guesdistes et encore plus virulente dans la tendance hervéiste, à laquelle elle vient d'adhérer. La question, dit-elle, « n'est pas dans le fait de se servir du droit de vote, mais dans celui de le conquérir<sup>5</sup> ». La privation de ce droit place la femme dans une situation inférieure, ce qui a des répercussions sur sa manière d'être et de se sentir, son *habitus* dirait-on dans les termes de la sociologie contemporaine<sup>6</sup>. Cette infériorité est intériorisée, « on finit par croire qu'on la mérite ». Il en résulte que la femme doute d'elle-même et manque de combativité.

Elle plaide également pour le travail des femmes comme facteur d'émancipation, ce qui n'a aucun caractère d'évidence à l'époque, y compris dans les rangs des socialistes et des syndicalistes de la CGT<sup>7</sup>.

Elle met nommément Guesde en cause sur le sujet, tout en euphémisant le propos :

« Ah ! Le citoyen Guesde faisait allusion, - je suis sûre que ce n'est pas dans un sens antiféministe -, au travail féminin et disait : Ce crime des crimes, qui consiste à accaparer les femmes et les enfants pour les mettre à l'atelier... » Cette réflexion, qui place les femmes dans la même catégorie que les enfants, est incontestablement antiféministe et pourtant elle constitue un lieu commun dans les discours du mouvement ouvrier de l'époque, chaque fois qu'il est question de législation du travail. Le travail des femmes, à l'égal de celui des enfants, serait une aberration imposée par les dures nécessités économiques et, faute de pouvoir l'abolir, il faudrait lui appliquer des lois de protection spécifiques. Sur ce point, Pelletier s'en explique ailleurs, son opinion est celle que les féministes françaises ont développée dans le journal *La Fronde* (dirigé par Marguerite Durand de 1897 à 1905) : les lois de protection ont pour principal objectif, avoué ou non, d'empêcher l'accès des femmes à certains métiers, en général les mieux rémunérés. Si certaines conditions de travail sont mauvaises pour les femmes, elles le sont également pour les hommes et la législation à ce sujet doit s'appliquer de façon identique aux deux sexes. Pour elle, le travail à l'atelier ou à l'usine, même s'il est une exploitation, contribue à libérer les femmes en les faisant sortir du cercle étroit de la famille : « C'est par le travail que la femme comprend qu'elle n'est pas seulement une femme mais un individu. »

La fin de son exposé est accueillie par les cris de « Aux voix ! », c'est-à-dire : « Assez de temps perdu. Passons immédiatement au vote pour pouvoir discuter enfin de choses sérieuses ! ». Un délégué de la Seine l'énonce explicitement : « Ce qui a été proposé par la citoyenne Pelletier n'a aucun intérêt : c'est une de ces nombreuses diversions auxquelles on procède de temps en temps. » Pour lui, inutile de s'attarder sur la question de l'égalité des droits puisque, sur ce sujet, les socialistes font tout ce qui leur est possible.

<sup>5</sup> Pour Pelletier, la question posée est celle de l'égalité des droits. C'est cette même égalité des droits qui était en jeu dans le « mariage pour tous », instauré en 2013 en France, et non le point de vue que chacun pouvait avoir sur le mariage.

<sup>6</sup> L'*habitus* féminin, défini comme « loi sociale incorporée », est étudié par Pierre Bourdieu dans son ouvrage *La domination masculine*, Éditions du Seuil, 1998.

<sup>7</sup> La Confédération générale du travail, fondée en 1895, est alors dominée par la tendance anarcho-syndicaliste.



Madeleine Pelletier est à nouveau soutenue par le docteur Boyer, qui apostrophe la salle en utilisant les mêmes arguments qu'à Limoges :

« La femme ne s'affranchira que lorsque le sort de l'enfant sera réglé.

Vous paraissez vous désintéresser de l'enfant, sans vous en douter, sans vous soucier qu'il deviendra un jour un socialiste<sup>8</sup>. »

Elle reçoit aussi l'appui d'une femme, la « citoyenne Sorgue », de son vrai nom Antoinette Cauvin, née Durand, déléguée de l'Aveyron. Cette dernière pré-

cise que, concernant l'émancipation de la femme, elle croit plus à l'action syndicale que parlementaire mais, selon elle, les militants socialistes doivent rester cohérents : « Puisque vous êtes pour l'action politique, vous n'avez pas le droit de refuser aux femmes le droit de vote, et il est de votre devoir, ou vous ne seriez pas conséquents avec vos théories, de défendre ce droit à la tribune parlementaire. »

Au final, la résolution votée à Limoges l'est à nouveau à Nancy, sans plus d'implications concrètes, on le verra.

<sup>8</sup> Après la guerre, Paul Boyer (1858-1939) évoluera vers l'extrême droite.

## Le congrès international de Stuttgart (août 1907) : le « féminisme bourgeois »



Rosa Luxemburg au congrès de Stuttgart. Assise à la tribune : Clara Zetkin

Le congrès socialiste international, septième du nom, comporte un enjeu important pour la cause féministe : pour la première fois, il inclut une « conférence internationale des femmes socialistes », à l'image de ce qui se pratique dans les congrès nationaux allemands. En Allemagne, les femmes socialistes sont déjà fortement organisées en vue de leur émancipation, grâce notamment à l'action énergique de Clara Zetkin. Membre, depuis

1878, du SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne), Zetkin voit dans cette réunion l'occasion de créer des contacts entre les femmes socialistes des différentes nations. De son côté, le parti socialiste autrichien a demandé que la question du vote des femmes soit inscrite à l'ordre du jour. Cela étant, le combat féministe reste un aspect secondaire de l'événement. En France, le journal *L'Humanité*, dans son compte rendu du 18 août, énonce : « La grosse



question est celle qui a retenu l'attention si passionnée du Congrès de Nancy : le militarisme et les conflits internationaux. » Dans celui du 22 août, il signale toutefois :

« Dans une des salles du Liederhalle, deux cents femmes sont venues de tous les pays du monde pour réclamer le droit de voter. Peu de colifichets, la plupart des toilettes sont à la fois élégantes et simples, une trentaine de cheveux courts ; pendant les séances la plupart des déléguées quittent leur chapeau. » Parmi cette « trentaine de cheveux courts », il y a Madeleine Pelletier, qui fait partie de la délégation chargée de représenter la France sur la question du suffrage des femmes. C'était sans doute une grande satisfaction pour elle d'en voir reconnue l'importance, mais certains points de vue qui allaient être développés, déjà annoncés dans les rapports préparatoires, ne pouvaient qu'entrer en conflit avec ses convictions. En effet, le rapport des socialistes allemandes (le plus volumineux de ceux présentés à la conférence) est une attaque en règle contre les « féministes bourgeoises » et martèle la nécessité de subordonner le combat féministe à la lutte de classe. Il débute ainsi :

« Le mouvement des femmes socialistes de l'Allemagne s'inspire de la conviction que la question des femmes n'est qu'une partie de la question sociale et que ce n'est qu'avec la solution de celle-ci, c'est-à-dire avec l'abolition de l'ordre capitaliste et la réalisation de l'ordre socialiste, qu'elle peut trouver sa solution aussi. Les revendications féministes – le programme des féministes bourgeoises – ne résout pas du tout le problème [...]. »

La suite des propos développe longuement le thème :

« L'exploitation capitaliste portant plus de préjudice encore à l'organisme de la femme qu'à celui de l'homme, elle frappe dans la personne de la mère l'enfant, ruine des générations entières et crée une dégénérescence qui menace l'avenir même de la classe ouvrière<sup>9</sup>. [...] Ce n'est qu'en participant à la lutte de tous les exploités, sans différence de sexe, contre tous les exploités, sans différence de sexe également, que la femme prolétaire peut conquérir sa pleine émancipation d'être humain. [...] Tandis que le mouvement des femmes socialistes est inti-

mement lié au mouvement socialiste général – lié à celui-ci par la communauté du but et des moyens de lutte – il est, d'autre part, nettement et par principe, séparé du mouvement féministe. Ce dernier est un mouvement tout bourgeois, qui n'aspire qu'à des réformes sociales dans l'intérêt des femmes, mais qui se garde bien de porter atteinte à l'exploitation économique et politique exercée par les classes dominantes. [...] L'égalité politique et civile des femmes n'est pour les femmes socialistes qu'un moyen pour arriver au but, pour combattre et supprimer le régime capitaliste, tandis que les féministes bourgeoises veulent profiter de ces réformes pour consolider les bases de l'ordre capitaliste. [...] C'est pourquoi nos camarades ont toujours repoussé avec la plus grande énergie comme une atteinte au principe toute tentative d'unité d'action avec le féminisme bourgeois. Elles sentent, pensent et agissent avant tout en social-démocrates, convaincues que les revendications de sexe sont primées par les intérêts de classe<sup>10</sup>. »

Par ailleurs, s'appuyant sur le congrès international de Zurich de 1893, qui s'était déclaré partisan des lois de protection du travail des femmes, le rapport dénonce le fait de s'y opposer comme relevant du féminisme bourgeois car, ce faisant, « le féminisme méconnaît le rôle spécial créé à la femme par la différenciation des sexes, voire le rôle si important de la femme pour l'avenir dans sa qualité de mère ». Les théories défendues par Madeleine Pelletier et par les ex-journalistes de *La Fronde* sont ici explicitement rejetées.

Trois mois avant le congrès international, le 5 mai, dans le journal officiel de la SFIO, *Le Socialiste*<sup>11</sup>, elle a elle-même écrit un article, « Féminisme bourgeois et féminisme socialiste », où elle s'efforce de démontrer qu'il n'y a pas contradiction entre féminisme et socialisme et que la création d'un féminisme prolétarien est le but à atteindre, allant jusqu'à déclarer : « Pas un instant le Parti ne doit songer à seconder le féminisme bourgeois. »

Croit-elle encore, à cette époque, à une pénétration rapide des idées féministes dans le parti socialiste ? S'agit-il d'une stratégie pour obtenir l'oreille des guesdistes (dans sa section, l'action de son groupe La Solidarité des femmes, est dénoncée comme une forme de « collaboration de classe ») ?

<sup>9</sup> Le docteur Boyer, qui faisait partie de la délégation française, dut apprécier l'argument.

<sup>10</sup> Texte donné dans sa version française.

<sup>11</sup> Le journal *L'Humanité*, fondé par Jaurès, ne prendra la place du *Socialiste* comme organe officiel du parti qu'en 1911.

Souhaite-t-elle aborder le congrès de Stuttgart sans se marginaliser d'entrée de jeu ?

En tout cas, la même préoccupation d'atténuer les divergences apparaît dans le discours qu'elle prononce à Stuttgart pour présenter l'action des socialistes françaises :

« Notre mouvement pour les femmes est profondément socialiste. Il faut qu'il le soit. Mais il doit tout de même se situer un peu en marge du parti, car, dans les organisations du parti, on s'occupe en priorité des questions brûlantes de l'actualité<sup>12</sup>. »

Elle présente La Solidarité des femmes comme une organisation œuvrant à faire adhérer les femmes au parti et se tait sur les difficultés à faire bouger les socialistes français sur la question du vote des femmes. Au contraire, tout va pour le mieux en France : à l'initiative du groupe parlementaire, un projet de loi sera bientôt présenté à la Chambre, où il est assuré d'avoir la majorité des voix<sup>13</sup>.

En réunion plénière, le 22 août, le congrès vote (à l'unanimité moins une voix) la motion élaborée par la commission chargée du suffrage des femmes, à laquelle a participé Pelletier. La résolution repousse le droit de vote limité, tactique mise en œuvre par certaines socialistes, notamment les autrichiennes, consistant à demander un droit de vote communal puis régional en vue d'obtenir au final le droit de vote pour tous les scrutins. Il est précisé

<sup>12</sup> Traduction en français du compte rendu publié en allemand.

<sup>13</sup> Si effectivement une majorité de principe en faveur du vote des femmes semble se dégager à l'assemblée, il est à peu près assuré que le Sénat le rejettera.

## Le combat féministe avant tout

Madeleine Pelletier n'adhère pas et n'adhérera jamais à une idéologie qui, s'appuyant sur la notion de « féminisme bourgeois », soumet de fait le combat des femmes aux directives d'un parti dont les membres ne sont pas prêts, dans leur grande majorité, à soutenir le féminisme<sup>14</sup>. Certes, elle n'a aucune sympathie pour celles qu'elle nomme « les vieilles matriarcales rentées » et « les demi-mondaines du féminisme à la poudre de riz », mais elle perçoit le danger d'une telle thèse pour la libre expression des femmes et le développement de leur lutte émancipatrice. Le 21 juin 1908, elle est d'ail-

que « dans cette lutte pour l'égalité complète en matière de droit électoral, les femmes socialistes ne doivent pas s'allier aux féministes de la bourgeoisie, qui réclament le droit de suffrage, mais elles mènent la bataille côte à côte avec les partis socialistes qui luttent pour le suffrage des femmes et considèrent celui-ci comme une des réformes fondamentales et pratiques des plus importantes pour obtenir la démocratisation complète du suffrage. » On y trouve également affirmé :

« Les partis socialistes de tous les pays ont le devoir de lutter énergiquement pour l'introduction du Suffrage Universel des femmes.

C'est pourquoi leurs luttes pour la démocratisation du suffrage dans les organismes législatifs et administratifs de l'État et des communes en faveur du prolétariat doivent englober tout particulièrement la lutte pour le vote des femmes qu'ils réclament et doivent défendre avec force dans la propagande au sein du parlement. »

Le texte de la motion, présenté par Clara Zetkin, a été défendu par Madeleine Pelletier, qui espérait sans doute que, globalement, elle ferait avancer la situation en France ; ce ne sera pas le cas. Quant à se battre aux côtés de féministes « bourgeoises », c'est-à-dire de femmes militant dans des organisations extérieures au parti, Pelletier continuera à le faire, comme un certain nombre de socialistes présentes à Stuttgart.

leurs présente, avec Caroline Kauffmann, à la grande manifestation organisée à Londres par les suffragettes anglaises, dont elles admirent toutes deux les modes d'action, plus audacieux que ceux utilisés en France. Elles s'en sont inspirées aux dernières élections municipales en brisant des urnes et en cassant les vitres d'un bureau de vote.

À l'automne, Pelletier publie dans *La Revue socialiste* un article, « La question du vote des femmes », qui révèle quels enseignements elle a tirés du congrès de Stuttgart :

<sup>14</sup> Sur cette question, voir la contribution de Françoise Picq, « "Le féminisme bourgeois" : une théorie élaborée par les femmes socialistes avant la guerre de 14 », dans l'ouvrage collectif *Stratégies des femmes*, Paris, Tierce, 1984, consultable en ligne : <http://francoisepicq.fr/site/wp-content/uploads/2016/09/le-feminisme-bourgeois-theorie-femmes-socialistes-avant-14.pdf>. Elle y développe l'idée « que la notion de féminisme bourgeois n'appartient pas au domaine de l'analyse socio-politique mais à celui de l'idéologie, qu'elle ne repose pas sur un constat sociologique mais sur une condamnation politique ».



GREAT VOTES FOR WOMEN DEMONSTRATION IN HYDE PARK,  
SUNDAY, JUNE 21, 1908.

« Les socialistes allemands sont partisans du vote des femmes beaucoup plus sérieusement, ce semble, que les socialistes français, qui sont, en réalité, des anti-féministes honteux. Cependant, il serait désirable que les femmes socialistes allemandes soient, en tant que féministes, un peu plus indépendantes de leur parti. Au congrès récent de Stuttgart, elles ont rejeté ce qu'elles appellent le féminisme bourgeois avec une ostentation qui manquait vraiment de dignité ; car, si tout comme un homme une femme a le droit d'être socialiste, elle ne saurait sans trahir sa propre cause sacrifier le féminisme à un parti politique masculin quel qu'il soit. [...] Les socialistes allemandes devraient comprendre que le féminisme ne saurait être en réalité ni bourgeois ni socialiste, car il n'est pas un parti de classe mais un parti de sexe<sup>15</sup>. »

D'autres articles de la même année, publiés également dans *La Revue socialiste* précisent ses positions sur le sujet. Dans « La prétendue infériorité psychophysique des femmes », elle prend le contre-pied de ce qu'elle a pu entendre développer à Stuttgart :

« Quant à l'avènement du collectivisme, on peut presque affirmer que, s'il se produisait tout de suite,

<sup>15</sup> *La Revue socialiste*, « La question du vote des femmes », septembre et octobre 1908.

<sup>16</sup> *La Revue socialiste*, janvier 1908.

<sup>17</sup> *La Revue socialiste*, avril 1908.

il constituerait relativement à la condition sociale de la femme un recul. [...] Il est donc indispensable que l'émancipation de la femme se réalise dans l'état social actuel, car ainsi la société de l'avenir se trouvera en présence du fait accompli<sup>16</sup>. »

Dans « La tactique féministe », véritable petit manuel à l'usage des féministes qui veulent entrer en politique et où Pelletier a mis à contribution toute son expérience personnelle, elle expose la stratégie suivante : les femmes doivent tout d'abord créer de solides organisations féministes puis pénétrer les partis politiques pour diffuser leurs idées. Mais, précise-t-elle :

« Sous aucun prétexte une féministe ne doit préférer le parti dans lequel elle est entrée au féminisme lui-même, car si elle sert le premier, elle appartient au second et rien qu'à lui. Il est permis à une femme comme à tout individu d'être socialiste, républicaine ou monarchiste selon ses convictions, mais avant tout elle doit être féministe ; car dans la monarchie, la république ou le socialisme elle ne comptera pas si l'égalité politique des sexes n'est pas réalisée<sup>17</sup>. »

Pour Pelletier, la ligne de rupture n'est pas entre « féminisme socialiste » et « féminisme bourgeois » : le véritable féminisme, consistant à revendiquer l'émancipation intégrale des femmes, s'oppose à un féminisme qui ne s'assume pas jusqu'au bout, timoré et inconséquent, dans ses thèses comme dans ses actes.

En particulier, elle ne comprend pas comment des femmes, qui se présentent comme avancées, acceptent de se plier au code vestimentaire féminin : à l'époque, jupes longues et étroites, corsages à dentelle, volumineux chapeaux à fleurs. Pourquoi s'infliger ces entraves à la liberté de mouvement (Pelletier fera, dans un article de 1912, la comparaison avec les pieds déformés des chinoises) et surtout s'imposer de vivre pour et par le regard de l'autre sexe ?

Refusant ce qu'elle sent comme une atteinte à sa dignité, un « avilissement moral », Pelletier a fait le choix des cheveux courts et, le plus souvent possible, du costume masculin, seule façon de signifier à l'homme qu'elle est son égale. Dans ses *Mémoires d'une féministe*, retraçant la période d'avant-guerre, elle marque sa consternation de voir des femmes qui s'affirment révolutionnaires ou féministes afficher si complaisamment les emblèmes de l'infériorisation de leur sexe :

« Naturellement les femmes socialistes se gardent bien de paraître des affranchies sexuelles. Rosa Luxembourg porte robe traînante, longs cheveux, voilette et fleurs à son chapeau. Clara Zetkin fait de même. En ce temps-là on portait des épingles qui piquaient le chapeau dans le chignon et lorsque Clara Zetkin parlait à la tribune, l'ampleur de ses gestes faisait aller le chapeau de droite et de gauche, c'était d'un effet comique. »

Elle constate même avec stupeur que c'est dans les milieux d'extrême gauche qu'elle rencontre la plus forte résistance à ses choix vestimentaires. Dans son journal *La Suffragiste*, en juin 1910, elle déclarera :

« Les savants que j'ai fréquentés pour obtenir mes diplômes n'y ont trouvé rien à redire ; il faut que j'arrive chez les hommes du bouleversement social pour m'entendre conseiller de ne pas « me faire remarquer », au fond, d'endosser la livrée de servitude du sexe que l'on veut maintenir inférieur ». Hervé qui, comme elle le constate assez rapidement, est loin d'être féministe, la sermonne à ce sujet et lui donne en exemple Louise Michel, qui « s'habillait comme toutes les femmes ».

## En finir avec « la serve ancestrale qui reparaît sans cesse »

Du congrès de Toulouse, en octobre 1908, à celui de Saint-Etienne en avril 1909 puis à celui de Nîmes, en février 1910, Madeleine Pelletier semble conforter ses positions dans le parti. Nommée, au deuxième de ces congrès, comme remplaçante à la commission administrative permanente, elle prend de façon effective, dès l'automne 1909, la place d'Hervé, qui est, une fois de plus, incarcéré. À Nîmes, elle est désignée comme titulaire, rejoignant Angèle Roussel, seule femme de cette commission de vingt-deux membres, mais qui défend des idées bien différentes des siennes. Dans aucun des trois congrès, cependant, elle ne prendra la parole en faveur des droits des femmes, ne se manifestant que pour soutenir les positions du groupe hervéiste.

Dans un article de juillet 1909, « Le féminisme et ses militantes », elle constate avec amertume :

« Aujourd'hui, avec beaucoup de luttes et des déboires constants, de rares individualités féminines arrivent à se faire une certaine place dans les partis



Arria Ly, alias Joséphine Gondon (1881-1934), correspondante de Madeleine Pelletier.



## La France, comme l'Angleterre, a ses Suffragettes



Les « suffragettes françaises » : 1 Auclert, 4 Pelletier, 5 Durand, 6 Kauffmann.

*L'Excelsior*, 13 décembre 1910.

d'extrême gauche. Mais l'orgueil mâle et par suite l'antiféminisme y est parmi les hommes beaucoup plus fort que dans la bourgeoisie actuellement au pouvoir. »

Elle est cependant tout à fait claire sur un point : le féminisme ne doit pas se confondre avec la haine des hommes. Dans une lettre du 27 juin 1908, elle disait déjà à Arria Ly, une jeune correspondante de Toulouse, féministe très engagée :

« Le féminisme ne doit pas être un sentiment, mais une *idée de la raison*. Nous ne méprisons pas les hommes, nous ne les haïssons pas non plus, nous réclamons simplement nos droits. S'ils ne veulent pas nous les donner, nous devons protester par tous les moyens, au besoin faire le plus de mal possible à l'adversaire, mais uniquement parce que c'est l'adversaire, et non en vertu d'une haine de sexe. »

Elle ne se sent aucune affinité avec celles qui sont venues au féminisme à la suite de déboires personnels avec des hommes, et dont le ressentiment à leur égard fait tout le credo.

On ne trouve chez Pelletier aucune complaisance narcissique, aucun penchant pour le discours victimaire. Dans son article de juillet 1909, elle fait apparaître clairement que la difficulté n'est pas seulement dans l'adversaire à vaincre, mais dans le comportement des dominées elles-mêmes, qui se montrent inaptes à forger les armes de leur affranchissement. Elle perçoit parfaitement que cette inaptitude est le produit de la situation de domination elle-même, qui engendre chez celle qui la subit timidité, lâcheté, manque d'audace dans l'action : bref, « c'est la serve ancestrale qui reparaît sans cesse ». Pour compenser leur infériorisation, les femmes se satisfont d'une auto-glorification, qui s'exprime dans l'exaltation des « vertus féminines », c'est-à-dire des dispositions qu'elles ont acquises dans et en raison de leur condition asservie. Ainsi, « élevées pour la tutelle, ayant peur du mouvement, peur de l'action, les féministes se complaisent dans une vitupération vaine de l'homme et dans une exaltation tout aussi vaine des vertus de leur sexe ».

Elles en viennent à s'enfermer dans des représentations qui flattent leur ego mais ne servent pas la cause féministe :

« M. Baschoffen ayant montré que la servitude féminine n'avait pas été aussi générale que les anthropologistes le prétendaient et que dans les civilisations disparues à forme matriarcale, les femmes jouissaient d'une grande considération, elles en vinrent à employer la totalité des réunions à commenter cet auteur : le matriarcat devint tout le féminisme<sup>18</sup>. »

Certes, leur état de servitude a conduit les femmes à développer certains caractères spécifiques, comme la répulsion pour la violence, mais elles ont tort d'en tirer gloire et de se présenter « comme les exemples des civilisations de l'avenir ». En vérité, un peu d'auto-analyse (et de sens de l'humour) leur serait nécessaire pour sortir de ces illusions, qui leur masquent leur situation réelle et les laissent sans défense face aux violences dont elles sont les victimes :

« Je ne me dissimule pas le plaisir qu'il peut y avoir à admirer en soi le spécimen des humanités futures, mais encore mieux vaudrait-il ne pas être foulée aux pieds dans le présent par ceux qui y perpétuent le passé. »

Elle n'est cependant pas totalement pessimiste : le féminisme gagne du terrain, mais il lui faudra du temps pour s'imposer. Une révolution pourra-t-elle hâter son avènement ? Elle réitère le doute déjà exprimé dans *La Revue socialiste* en janvier 1908, citant l'exemple de la Révolution de 1789, à laquelle les femmes ont activement participé et qui a fini, pourtant, par balayer leurs revendications.

En avril 1910, les élections législatives sont pour elle l'occasion, à côté des féministes les plus déterminées, de donner une visibilité à son combat. Elle se porte candidate dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Dans d'autres arrondissements se présentent Hubertine Auclert, la pionnière du combat suffra-

giste, Marguerite Durand, l'ancienne directrice du journal *La Fronde*, qui a fondé en 1907 un Bureau du travail féminin, Caroline Kauffmann, la compagne de lutte de Pelletier... Élisabeth Renaud fait de même dans l'Isère et Arria Ly à Toulouse. Au total, une vingtaine de femmes dans toute la France. Arria Ly pousse l'audace jusqu'à inscrire à son programme le point suivant : « L'Enseignement ménager et celui de la puériculture, perfidement introduits dans les programmes de l'enseignement des filles dans l'unique but de détourner la femme des vocations intellectuelles, sont supprimés et remplacés par des cours de féminisme. » Quant à Pelletier, qui se présente sous l'étiquette de la SFIO, elle choisit de « faire une campagne presque uniquement socialiste », afin de ne pas obtenir un score ridicule, qui serait, explique-t-elle, nuisible à l'image du féminisme. Elle est plutôt satisfaite de ses résultats : 340 voix. Le meilleur score est atteint par Renaud, qui a obtenu 2 800 voix, Arria Ly atteignant pour sa part les 500 voix. Un certain nombre d'électeurs n'ont donc pas été rebutés par un vote en apparence inutile, vu l'inéligibilité des femmes.

En revanche, peu de satisfactions à l'intérieur du parti. En juin 1910, elle quitte la tendance hervéiste : elle est pour sa part favorable à un rapprochement avec les guesdistes, alors qu'Hervé, venu du jaressisme, regarde à nouveau de ce côté. Et surtout, il s'est montré encore moins féministe que les guesdistes<sup>19</sup>. Pelletier perd alors sa place à la CAP et elle est de plus en plus mal vue dans sa section. En août 1910, elle ne se rend pas à la Deuxième Conférence internationale des femmes socialistes, bien que déléguée, et ne participera plus à aucun congrès de la SFIO .

Sa tentative pour faire « entrer » le féminisme dans le parti a, au bout du compte, échoué. C'est au contraire le parti qui lui a imposé ses modes de fonctionnement, ses pratiques et ses priorités.

<sup>18</sup> La théorie du matriarcat est toujours à l'honneur dans certains courants du féminisme. De façon globale, la description que fait Pelletier des écueils du féminisme conserve son actualité

<sup>19</sup> Dès 1912, Hervé évoluera vers des positions nationalistes et, après la guerre, se fera le chantre du fascisme mussolinien.

Le 20 mai 1919, pour la première fois, un projet de loi sur le suffrage féminin sera présenté à l'Assemblée, et voté à une très large majorité, mais il sera repoussé par le Sénat. Le même scénario se reproduira à plusieurs reprises avant l'ordonnance du 21 avril 1944, qui rendra enfin les femmes électrices et éligibles.

Madeleine Pelletier était morte depuis près de cinq ans. Jamais cependant elle n'avait abandonné le combat, aussi bien féministe que politique.

Son besoin d'action fut, jusqu'à la fin de sa vie, le plus fort.

Dans ses *Mémoires*, elle décrit cet état d'esprit, qui survit à la perte des illusions :

**« Mais je reste féministe. Je le resterai jusqu'à ma mort. Bien que je n'aime pas les femmes telles qu'elles sont pas plus que je n'aime le peuple tel qu'il est. Les mentalités d'esclaves me révoltent. »**

## SOURCES



Un certain nombre d'éléments de cet article ont été puisés dans les *Mémoires d'une féministe*, insérées dans *Madeleine Pelletier. Mémoires d'une féministe intégrale*, édition critique par Christine Bard, éditions Gallimard, 2024.

Les comptes rendus des congrès nationaux de la SFIO de 1906 à 1910 sont consultables sur Gallica.

Les rapports et comptes rendus de la Première Conférence internationale des femmes socialistes à Stuttgart peuvent être trouvés sur : <https://library.fes.de/si-online/frauen-intro-fr.html>

De nombreux articles de Madeleine Pelletier figurent sur le site de Marie-Victoire Louis : <https://www.marievictoirelouis.net/>

Sur la question des rapports du féminisme et du mouvement ouvrier dans leur développement historique, on peut lire en ligne le texte d'une conférence donnée par Françoise Picq en 1996 : « Les rendez-vous manqués du féminisme et du mouvement ouvrier », <http://francoisepicq.fr/les-rendez-vous-manques-du-feminisme-et-du-mouvement-ouvrier/>.

Malgré le cadre de la conférence (un stage de formation des femmes du Parti communiste français), elle n'évite pas la question de la lourde responsabilité du PC qui joua, durant plusieurs décennies, un rôle d'éteignoir du combat féministe.



Elections législatives du 24 Avril 1910

# TOULOUSAINS !

Le 24 avril 1910 marquera, si vous le voulez, dans les annales de votre fière cité comme le plus grand jour dont vous puissiez vous glorifier !

L'occasion vous est offerte de réparer la faute des hommes de 1789, chez qui le sens de la liberté resta atrophié, puisque dans leurs rêves les plus vastes et les plus audacieux de justice humaine et d'anfranchissement, ils n'allèrent pas jusqu'à rêver d'affranchir la femme et refusèrent la liberté à la moitié du genre humain !

L'occasion vous est offerte de dire si vous voulez être les fils, les frères, les époux et les pères d'esclaves ou d'être libres comme vous !

Souvenez-vous, citoyens ! qu'au cours de toutes les révolutions des femmes luttèrent et versèrent leur sang pour vous aider à conquérir la liberté dont vous jouissez. A votre tour, combattez pacifiquement pour l'affranchissement de la femme par le moyen de votre bulletin de vote.

Donnez vos voix à votre candidate féministe

# ARRIA LY

Envoyez à la Chambre une femme qui ne se présente pas à vous en politicienne, mais en militante féministe pour que vous l'aidiez à briser la vieille iniquité qui pèse sur la femme !

Laissez parler vos consciences ! dites bien haut au monde civilisé qu'il n'y a pas plus de *sexe maudit* que de *racés maudites* ! que la dignité de l'homme et celle de la femme sont liées inséparablement et que si l'une des deux moitiés du genre humain est avilie, c'est l'humanité tout entière qui est outragée et dégradée !

## PROGRAMME

La femme jouit comme l'homme de tous ses droits politiques, civiques, sociaux et familiaux. Toutes les lois infériorisant la femme sont abrogées.

La femme est admise dans toutes les Ecoles gouvernementales spéciales ou autres qui sont mixtes.

L'Enseignement donné par l'Etat est identique à tous les degrés pour les deux sexes.

Toutes les carrières et fonctions publiques sont accessibles à la femme et les deux sexes reçoivent, à travail égal, un égal salaire.

La femme fait partie des jurys criminels.

L'Autorité parentale est substituée dans le code à l'autorité paternelle.

La femme n'est plus dépouillée de sa dignité de mère. Son consentement est, comme celui du père, indispensable aux enfants mineurs qui veulent contracter mariage ou s'engager, et le père ne possède plus le droit monstrueux d'abandonner ses enfants à l'Assistance publique sans le consentement maternel.

L'Adultère de l'un ou de l'autre des époux entraîne la perte de ses droits parentaux.

La recherche de la paternité reste interdite parce que les deux sexes jouissent désormais des mêmes avantages économiques et parce que la femme, sentant grandir en elle le sentiment de sa dignité, tient à honneur d'assumer seule la charge d'élever l'enfant né hors mariage.

La réglementation de la prostitution, qui apprend à l'homme à mépriser la femme et qui déshonore l'humanité, est supprimée.

L'Enseignement ménager et celui de la puériculture, perfidement introduits dans les programmes de l'enseignement des filles dans l'unique but de détourner la femme des vocations intellectuelles, sont supprimés et remplacés par des cours de féminisme.

Les livres scolaires, entièrement remaniés au point de vue féministe dans un large esprit de justice et de liberté, contiennent à la place de l'étroite *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, la *Déclaration des Droits de l'Être Humain quel que soit son Sexe*.

Dans toutes les communes ne possédant pas de salles de conférences, les Eglises sont mises à la disposition des Conférencières et Conférenciers pour y traiter des questions féministes, morales, philosophiques ou sociologiques.

VU : La Candidate :

**ARRIA LY.**